

Sommet du végétal

Quelle exploitation en

Le Sommet du végétal a accueilli un débat sur l'avenir des exploitations de grandes cultures. Marchés, prix, soutiens, charges : si des incertitudes demeurent, les décisions qui incombent au chef d'entreprise sont plus que jamais déterminantes pour l'avenir de l'exploitation. L'avenir appartient aux agriculteurs créatifs !

Le Sommet du végétal, qui s'est tenu à Paris du 13 au 15 juin 2006, a permis de mesurer les espoirs que les agriculteurs et leurs organisations placent dans l'avenir. Plusieurs tables rondes étaient organisées, sur les nouvelles technologies en agriculture, les débouchés, les marchés... Le 14 juin, cinq intervenants ont débattu autour de la question « Quelle exploitation en grandes cultures de-

Charles Baudart
c.baudart@perspectives-agricoles.com

main? » Face à un marché en perpétuelle évolution et à un avenir toujours plus complexe, les réponses à une telle question ont retenu toute l'attention de l'auditoire. Leurs propos excluent tout angélisme, mais sont loin d'être pessimistes. Mieux : ils montrent la voie.

Ainsi, Valérie Leveau, chargée d'étude au service des études économiques d'ARVALIS - Institut du végétal, rappelait que le résultat par actif familial des exploitations de grandes cultures a diminué en moyenne de 30 % en dix ans. L'explication tient dans la stabilité, voir l'accroissement des charges combiné à la baisse du chiffre d'affaires. « *Pourtant, l'adaptation des chefs d'exploitation a été constante* », constatait Valérie Leveau. « *Il y a moins d'exploitations (-10 %), mais elles sont plus grandes (la moyenne est passée de 84 à 99 ha)* ». Plus inquiétant encore, « *la rentabilité des exploitations est toujours en danger : il y a une forte dépendance vis-à-vis du soutien européen et un chiffre d'affaire marché de plus en plus variable* ». Une baisse de 5 % des aides entraîne par exemple 7 à 12 % de baisse de résultat. Une variation de 10 €/t sur les cours du blé ou du maïs et 15 €/t sur le colza provoque une variation de 10 à 25 % du résultat courant. L'impact du prix devient aussi important que celui du rendement ». La possibilité de gérer ce risque et d'améliorer la compétitivité des productions sera déterminante pour l'avenir.

Tenir le prix de revient

Dans ce contexte, Roger Courtinat, responsable du département Marché de l'agriculture au Crédit Agricole Mutuel Centre Loire a martelé combien la pérennité d'une entreprise était liée à la capacité d'un chef d'entreprise à gérer un facteur risque. « *Il faut identifier les risques, les mesurer, voir comment ils peuvent être supportés par l'entreprise ou couverts à l'extérieur. Le chef d'entreprise doit être en mesure de comprendre ce qui se passe autour de lui et tenir le prix de revient. Le challenge, c'est de savoir dans quelles conditions on peut gagner sa vie avec l'agriculture* ».

Roger Courtinat dressait alors la liste des outils disponibles : « *Le marché à terme est un outil complexe, mais*

il permet de maîtriser le risque prix. L'assurance récolte est intéressante en terme de dynamique d'entreprise. La dotation pour aléas permet de mettre du cash de côté quand ça va bien, pour l'utiliser quand ça va mal. Le partage de moyens est un autre outil à retenir ».

« Il faut répondre aux attentes du marché, et maîtriser ses coûts ».

Après avoir rappelé l'importance des charges de mécanisation et de main-d'œuvre sur une exploitation de grandes cultures (45 % du coût de production) Michel Schietequate, président de Deutz-Fahr France a exposé la stratégie de son entreprise, qui développe « *des produits dotés d'une*



grandes cultures demain ?

technologie utile destinés à réaliser des économies », comme l'agriculture de précision. « Nous faisons tout pour répondre aux besoins des agriculteurs » précisait le chef d'entreprise. « Nous commercialisons également des produits plus basiques pour des utilisations plus simples et une grande rentabilité ».

Dans un tout autre domaine, Dominique Chambrette, président de la Chambre d'Agriculture de Côte-d'Or, présentait la démarche initiée sur son département pour adapter les parcelles aux besoins des exploitations. « Le remembrement facilite l'utilisation des outils et débouche sur des économies de charges » arguait M. Chambrette. La mise en place d'un schéma d'aménagement foncier a per-

mis de regrouper des flots, rectifier la géométrie des parcelles, délocaliser des sièges d'exploitation, améliorer les dessertes, replanter aux abords des villages, faciliter l'accès aux rivières ou encore renforcer les périmètres de captage. L'agriculture n'est plus la seule concernée : « Nous avons l'ambition de recouper trois objectifs : l'agriculture, le territoire et l'environnement ». Une véritable politique d'aménagement du territoire, en somme. Ce projet, qui bénéficie du soutien financier du Conseil Général de Côte-d'Or, a permis de remembrer environ 25 000 ha en différents points du département. Malgré les bonnes intentions affichées, les détracteurs existent. « Le premier frein à la réorganisation parcellaire, ce sont d'abord les agriculteurs » a-t-il noté.

Poursuivre l'optimisation

Jack Massé, Responsable du Département Recherche et Développement d'ARVALIS – Institut du végétal, prévenait sur la nécessité pour les agriculteurs d'être performants sur le plan économique. « Sans cela, il ne peut y avoir de protection durable de l'environnement. Pour as-

De gauche à droite : Valérie Leveau, Roger Courtinat, Michel Schiètequate, Dominique Chambrette, Jack Massé et Joël Cottart ont pointé du doigt les voies d'amélioration des exploitations agricoles françaises.

© Maizeurop



Quelque 700 congressistes ont assisté aux interventions. « Le producteur de grandes cultures s'oriente vers une démarche d'entreprise ». © Maizeurop

surer son avenir et répondre aux exigences environnementales, l'agriculture doit poursuivre l'optimisation des intrants, utiliser les progrès de la génétique et avoir une approche plus globale au niveau système de culture ».

Jack Massé relevait qu'un certain nombre d'outils de pilotage existaient dans les domaines de la fertilisation, de la lutte contre les maladies, ... qui permettaient de limiter les excès ou de calculer au plus juste les niveaux d'intrants. « Ces outils permettent de toucher le plus grand nombre ». Il déplorait ensuite combien « les progrès réels déjà réalisés par les agriculteurs sont ignorés : il suffit par exemple de comparer les livraisons d'engrais azoté depuis les années 90. C'est un indicateur assez simple. Elles n'ont quasiment pas augmenté ! Les pratiques respectueuses de

l'environnement se généralisent, mais restent en complet décalage avec ce qu'en pense le grand public ».

« Il n'existe pas de solution unique pour permettre aux exploitations d'améliorer leur compétitivité et leur rentabilité » concluait Joël Cottart, membre du conseil d'administration d'ORAMA. « Mais globalement, il faut répondre aux attentes du marché, et maîtriser ses coûts ».

« Chacun construira sa solution en fonction de son contexte régional, des opportunités et de ses aspirations ». Et de lancer, plus particulièrement à destination des jeunes : « N'oubliez pas que ce sont dans les temps difficiles que s'offrent les opportunités. Soyez imaginatifs, créatifs et performants et, comme vos aînés, vous vivrez un métier et une époque passionnante ». ■

